

Webinaire sur les Objectifs du développement Durable Séance I : Introduction

Les ODD (Objectifs du Développement Durable) Une utopie transformatrice, un défi pour demain

Bertrand Sajaloli,
Centraider, Université d'Orléans



Du 6 au 8 septembre 2000, lors du Sommet du Millénaire qui s'est tenu au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, le plus grand rassemblement de chefs d'États et de gouvernements de tous les temps (189) adopte la Déclaration du Millénaire dans laquelle sont énoncés les 8 Objectifs du Millénaire (OMD) pour le Développement à réaliser avant 2015





L'accent est mis sur l'être humain qu'il s'agit de placer au centre de tous les programmes afin d'aider femmes, hommes et enfants à vivre mieux et de bâtir un monde sans laissés-pour-compte.



La campagne du Millénaire est lancée en 2002 par Kofi Annan, elle débouche sur le lancement du Projet du Millénaire, organe consultatif indépendant qui propose les meilleures stratégies pour réaliser les OMD et publie en 2005 leurs recommandations.



Le sommet mondial de 2005 (14-16 septembre) confirme l'engagement de 170 États pour combattre la pauvreté, assurer la viabilité de la dette et financer l'aide au développement (Doha, OMC, 2001)



Le Cycle de Doha

Le Cycle de Doha est le tout dernier cycle de négociations commerciales entre les Membres de l'OMC. Il vise à réformer en profondeur le système commercial international par la réduction des obstacles au commerce et des règles commerciales révisées. Le programme de travail comprend environ 20 domaines. Le Cycle est aussi appelé semi-officiellement [Programme de Doha pour le développement](#) car l'un de ses principaux objectifs est d'améliorer les perspectives commerciales des pays en développement.



Le sommet mondial de 2010 sur les OMD se conclut sur l'adoption d'un plan d'action mondial et le lancement d'initiatives pour contrer la pauvreté, la faim, la maladie concernant notamment les femmes et les enfants. Une aide de 40 Milliards de dollars est proposée pour les 5 années suivantes



Assemblée générale

Soixante-cinquième session
Points 13 et 115 de l'ordre du jour

hono

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 22 septembre 2010

[sans renvoi à une grande commission (A/65/L.1)]

65/1. Tenir les promesses : unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement



En 2013, lors de l'événement spécial organisé par l'ONU sur les OMD, un premier bilan est opéré 2 ans avant la clôture du programme et afin de préparer l'après 2015.



« L'élimination de l'extrême pauvreté demeure l'un des grands défis de notre temps et constitue l'une des principales préoccupations de la communauté internationale.[...] Les objectifs du Millénaire pour le développement sont assortis de cibles à atteindre dans des délais précis, de façon à mesurer les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté monétaire, la faim, la maladie, l'absence de logements adéquats et l'exclusion tout en promouvant l'égalité des sexes, la santé, l'éducation et le respect de l'environnement.[...] Ces objectifs ambitieux mais réalisables indiquent la voie à suivre par la communauté internationale pour faire reculer l'extrême pauvreté d'ici à 2015 dans le cadre du programme global de l'ONU pour le développement ».

Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban ki-moon

« Passer à l'action pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement », 25 juillet 2008 

Objectif 1

Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

Objectif 2

Assurer l'éducation primaire pour tous

Objectif 3

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Objectif 4

Réduire la mortalité des enfants

En bref

- ▶ Depuis 1990, plus d'un milliard de personnes ont échappé à l'extrême pauvreté.
- ▶ En dépit des progrès, près de la moitié des personnes employées dans le monde travaille dans des conditions précaires.
- ▶ La proportion de personnes sous-alimentées dans les régions en développement a baissé de près de moitié depuis 1990.
- ▶ Dans le monde, un enfant sur sept souffre d'insuffisance pondérale, contre un sur quatre en 1990.
- ▶ Fin 2014, les conflits avaient forcé près de 60 millions de personnes à abandonner leur foyer.

En bref

- ▶ Le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire des régions en développement est estimé à 91 % en 2015, contre 83 % en 2000.
- ▶ D'après les estimations pour 2015, le nombre d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire a été réduit quasiment de moitié, passant de 100 millions en 2000 à 57 millions.
- ▶ Entre 1990 et 2012, le nombre d'enfants inscrits à l'école primaire en Afrique subsaharienne a plus que doublé, passant de 62 à 149 millions.
- ▶ Dans les régions en développement, les enfants des ménages les plus pauvres sont quatre fois plus susceptibles d'être non scolarisés que ceux des ménages les plus riches.
- ▶ Dans le monde, le taux d'alphabétisation des jeunes de 15 à 24 ans a augmenté, passant de 83 % à 91 % entre 1990 et 2015.

En bref

- ▶ Près de deux tiers des pays situés dans des régions en développement ont atteint la parité des sexes dans l'éducation primaire.
- ▶ Dans le monde, les trois quarts environ des hommes en âge de travailler font partie de la population active, contre la moitié pour les femmes du même âge.
- ▶ Aujourd'hui, les femmes représentent 41 % des travailleurs salariés non agricoles, en augmentation par rapport à 35 % en 1990.
- ▶ Bien que la proportion moyenne des femmes au parlement ait presque doublé lors des 20 dernières années, seulement un parlementaire sur cinq est une femme.

En bref

- ▶ Dans le monde, le taux de mortalité infantile a été réduit de plus de moitié, passant de 90 à 43 décès pour 1 000 naissances entre 1990 et 2015.
- ▶ Le taux de réduction de la mortalité des enfants de moins de cinq ans a plus que triplé dans le monde depuis les années 1990.
- ▶ La vaccination contre la rougeole a permis d'éviter près de 15,6 millions de décès entre 2000 et 2013.
- ▶ Environ 84 % des enfants dans le monde ont reçu au moins une dose de vaccin contre la rougeole en 2013.
- ▶ Chaque jour en 2015, 16 000 enfants de moins de cinq ans décèdent, la plupart à cause de maladies évitables. La survie des enfants doit demeurer la priorité du programme de développement pour l'après-2015.



Objectif 5

Améliorer la santé maternelle

En bref

- ▶ Depuis 1990, le taux de mortalité maternelle a quasiment baissé de moitié; l'essentiel de cette réduction a eu lieu depuis 2000.
- ▶ Au plan mondial, en 2014, plus de 71 % des naissances ont été assistées par un personnel soignant qualifié, contre 59 % en 1990.
- ▶ Dans les régions en développement, seulement 56 % des naissances dans les zones rurales sont assistées par un personnel soignant qualifié, contre 87 % dans les zones urbaines.
- ▶ La moitié seulement des femmes enceintes des régions en développement reçoit le minimum recommandé de quatre consultations prénatales.
- ▶ Seulement 51 % des pays possèdent des données sur les causes de la mortalité maternelle.

Objectif 6

Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

En bref

- ▶ Les nouvelles infections par le VIH ont baissé d'environ 40 % entre 2000 et 2013, passant selon les estimations de 3,5 à 2,1 millions de cas.
- ▶ Dans le monde, en juin 2014, 13,6 millions de personnes vivant avec le VIH recevaient un traitement antirétroviral, en augmentation par rapport à seulement 800 000 en 2003.
- ▶ En Afrique subsaharienne, en 2014, moins de 40 % des jeunes de 15 à 24 ans avaient une connaissance précise et approfondie du VIH.
- ▶ Grâce au développement de la lutte contre le paludisme, plus de 6,2 millions de décès ont été évités entre 2000 et 2015, principalement chez les enfants de moins de cinq ans en Afrique subsaharienne.
- ▶ La prévention, le diagnostic et le traitement de la tuberculose ont sauvé environ 37 millions de vies entre 2000 et 2013.

Objectif 7

Assurer un environnement durable

En bref

- ▶ Les substances appauvrissant la couche d'ozone ont pratiquement été éliminées, et avant le milieu du siècle la couche d'ozone devrait être reconstituée.
- ▶ Les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont augmenté de plus de 50 % depuis 1990.
- ▶ En 2015, 91 % de la population mondiale utilise une source d'eau potable améliorée, contre 76 % en 1990.
- ▶ Depuis 1990, 2,1 milliards de personnes ont obtenu l'accès à un assainissement amélioré, et la proportion de personnes déféquant en plein air a diminué de près de moitié dans le monde.
- ▶ Entre 2000 et 2014, la proportion des personnes vivant dans des taudis dans les villes des régions en développement est passée de 39,4 % à 29,7 %.

Objectif 8

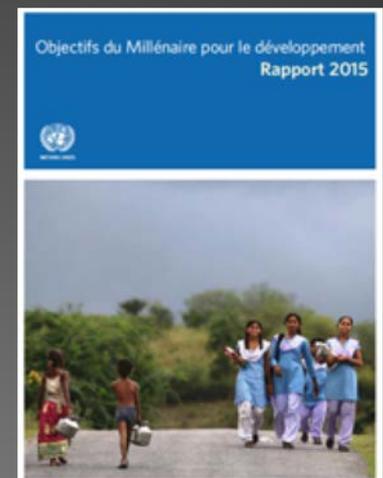
Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

En bref

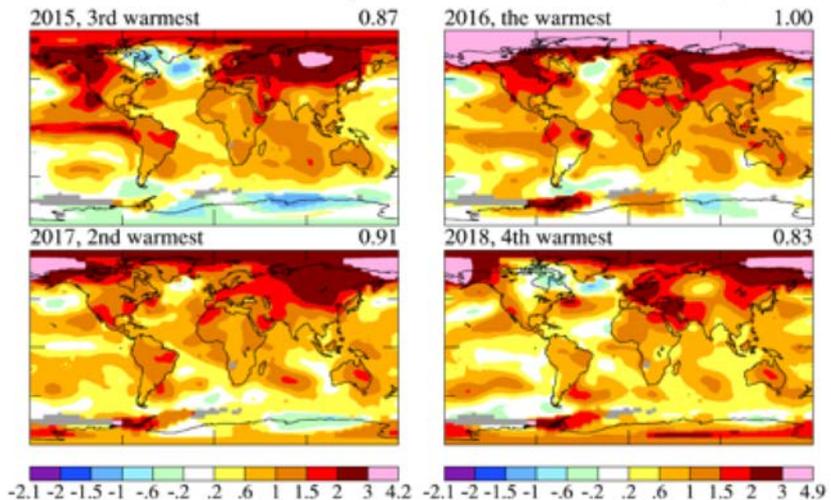
- ▶ L'aide publique au développement des pays développés a augmenté de 66 % en termes réels entre 2000 et 2014.
- ▶ En 2014, 79 % des importations en provenance des pays en développement ont été admises en franchise de droits dans les pays développés.
- ▶ Le rapport du service de la dette extérieure aux recettes d'exportation des pays en développement a chuté de 12 % en 2000 à 3 % en 2013.
- ▶ En 2015, 95 % de la population mondiale reçoit un signal de téléphonie portable cellulaire.
- ▶ Un tiers seulement de la population des régions en développement utilise Internet, contre 82 % dans les régions développées.



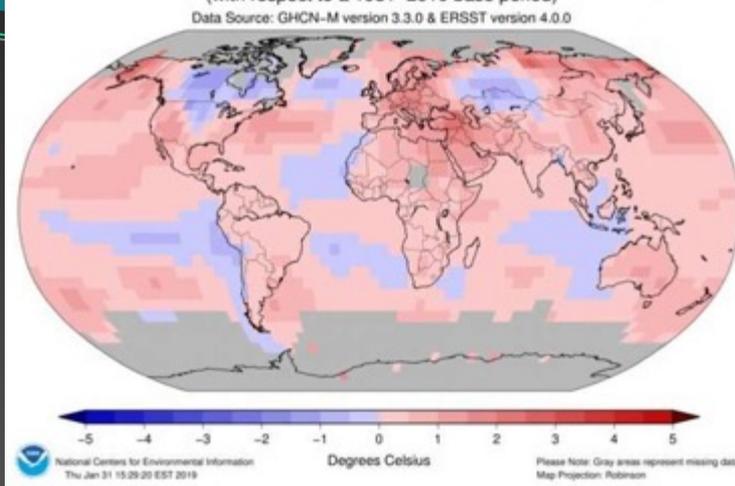
L'impression dominante est que si les objectifs de réduction de la pauvreté et d'amélioration du bien être humain ont enregistré des succès, notamment en Asie et en Amérique latine, les questions environnementales ne sont pas maîtrisées.



Annual Mean Surface Temperature Relative to 1951-1980 Mean (°C)



Land & Ocean Temperature Departure from Average Jan–Dec 2018 (with respect to a 1981–2010 base period)



Le réchauffement climatique n'est plus contrôlé et impacte fortement le développement des sociétés locales,

Les quatre dernières années sont les plus chaudes jamais enregistrées

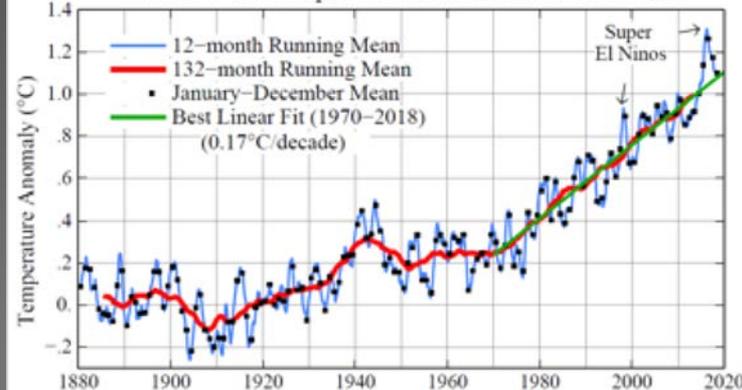
Evolution de la température moyenne annuelle par rapport à celle de l'époque préindustrielle, en °C

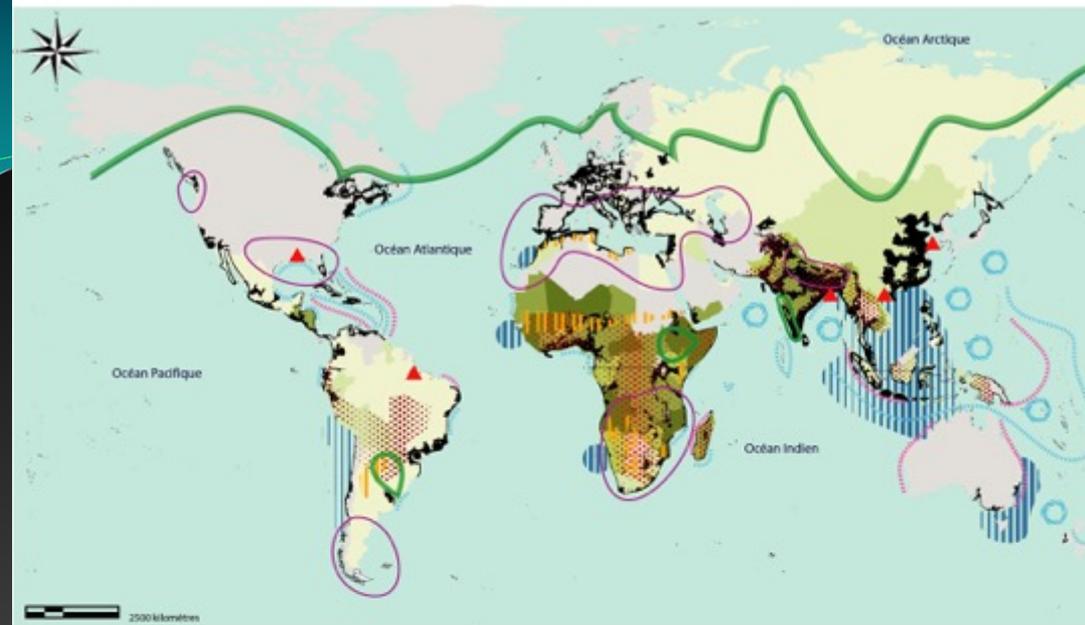


Infographie : LE MONDE

Source : Organisation météorologique mondiale

Global Surface Temperature Relative to 1880–1920 Mean





I) Vulnérabilités

Population vivant dans la pauvreté multidimensionnelle (IPM), 2011
Part de la population totale (en %)



Densité de population
1 point correspondant à 500 000 habitants

III) Les Risques

Les risques extrême continentaux:

Zone de risque lié au changement climatique

Risque extrême*
Selon l'Index 'Climate Change Vulnerability

Les risques extrême littoraux:

Grands Deltas menacés

II) Les Aléas liés au changement climatique

Effets multiples et difficiles à mesurer

Hausse des précipitations

Baisse des précipitations

Désertification

Dégradation des ressources halieutiques

Activité cyclonique accrue

Montée du niveau de la mer

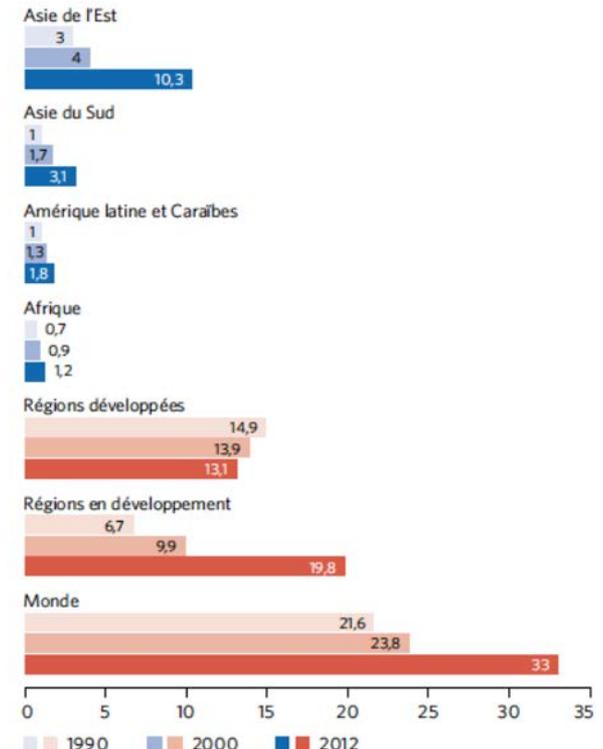
Dégradation des récifs coralliens

Sources: PNUD, Human Development Report 2011, www.undp.org, PNUE: V.Raisson, 2013, Atlas des futurs du monde, Robert Laffont, 2008; Maplecroft, Climate Change Vulnerability Index, 2013

Réalisation: Master 1 GEOGRAM, spécialité DOLTE, Université d'Orléans
Conception carte: Rosier Mélissa © 2015

notamment dans les pays du Sud.

Émissions de dioxyde de carbone, 1990, 2000 et 2012* (milliards de tonnes métriques)



* Les données pour 2012 sont des estimations préliminaires; les données pour quelques régions des OMD ne sont pas disponibles. Par conséquent, la somme des estimations régionales n'est pas égale au total.

Les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuent d'augmenter



« L'appauvrissement de la biodiversité en Afrique se répercute de plus en plus sur la vie quotidienne des populations et nuit au développement socio-économique » : le diagnostic établi par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) et rendu public vendredi 23 mars à Medellin, en Colombie, à l'occasion de sa sixième session plénière, décrit sans ambages le paradoxe du continent.

La destruction de la nature et de la biodiversité est si forte qu'elle menace les ressources partout dans le monde

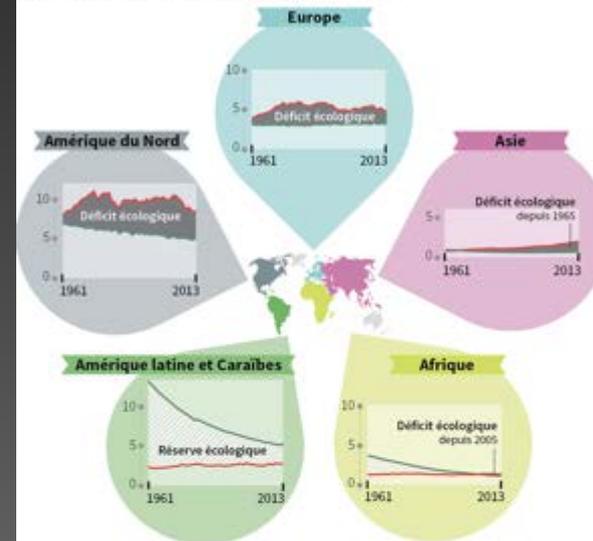


La surexploitation des ressources naturelles s'aggrave

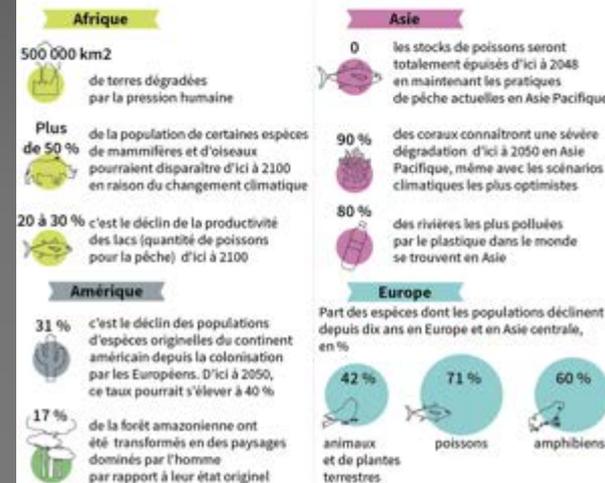
ÉVOLUTION DE L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE ET DE LA BIOCAPACITÉ, en hectares globaux* (hag) par habitant par continent



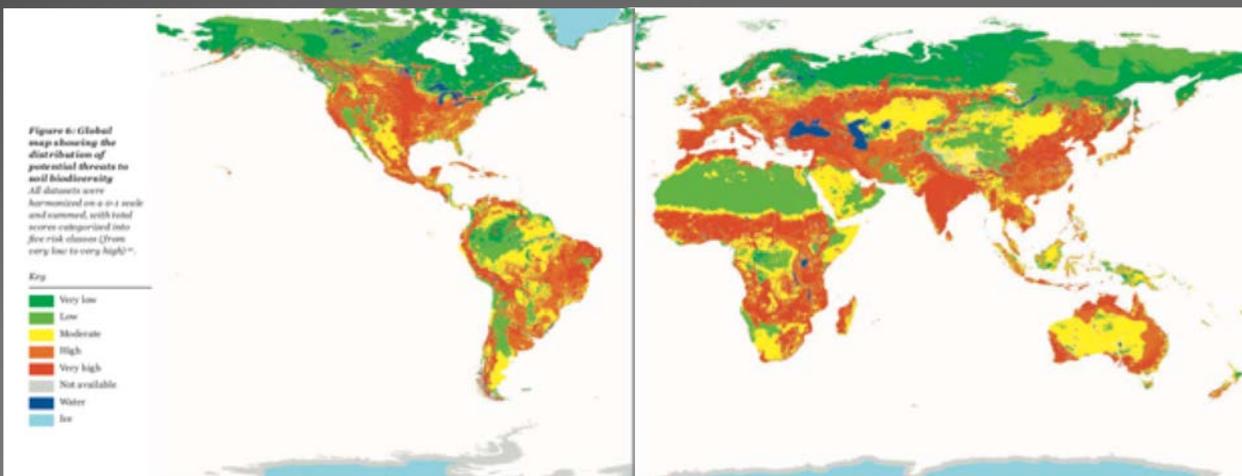
* Hectares globaux : hectares possédant une capacité de production de ressources et d'absorption de déchets correspondant à la moyenne mondiale, à une année donnée



Un déclin généralisé de la biodiversité

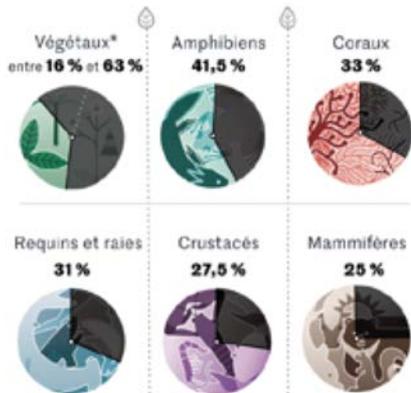


SOURCES : IPBES ; GLOBAL FOOTPRINT NETWORK 2017
 INFOGRAPHIE LE MONDE : EUGÉNIE DUMAS ET ROMAIN IMBACH



L'effondrement du vivant

Pourcentage des espèces menacées d'extinction par groupe



Un million d'espèces animales et végétales (soit 1 sur 8) risquent de disparaître à très brève échéance

Le rapport souligne que si elle se poursuit, la tendance actuelle va également « saper les progrès » nécessaires aux « objectifs de développement durable » des Nations unies pour 2030. Cela, qu'il s'agisse de la lutte contre la pauvreté et la faim dans le monde, ou de l'accès à de l'eau propre et à la santé.

Reptiles 19 % Oiseaux 13,5 % Gastéropodes 7,5 %



Poissons osseux 7,5 %



* La catégorie « végétaux » regroupe plusieurs familles : dycotylédones, monocotylédones...

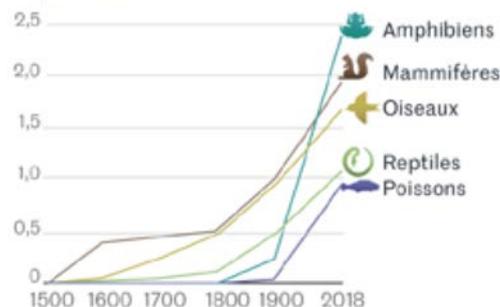
Infographie :
LE MONDE ; Victoria Denys

Source : Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)



L'accélération des extinctions d'espèces

Pourcentage cumulé des espèces disparues depuis 1500



* La catégorie « végétaux » regroupe plusieurs familles : dycotylédones, monocotylédones...



Des territoires qui se dégradent

Pourcentage de l'altération des écosystèmes

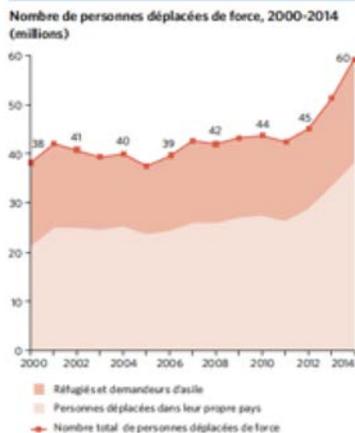


Rapport de l'IPBES, 6 mai 2019
Organisation onusienne aussi appelée le GIEC de la biodiversité

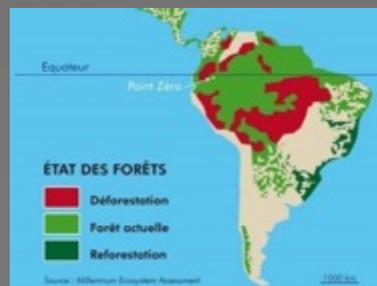
« Nos scénarios montrent qu'il est possible de changer de trajectoire, si nous agissons très rapidement sur notre modèle de consommation, à l'échelle aussi bien individuelle que planétaire », explique Yunne-Jai Shin, chercheuse en écologie marine à l'Institut de recherche pour le développement.

En outre, l'inégalité des sexes persiste, les écarts entre ménages pauvres et riches, entre les zones rurales et urbaines s'accroissent, des millions de pauvres souffrent encore de la faim et n'ont pas accès aux services de base. Enfin, les conflits menacent grandement le développement.

Les conflits ont forcé près de 60 millions de personnes à quitter leur foyer



Les forêts sont un filet de sécurité pour les pauvres, mais leur disparition se poursuit à un rythme alarmant



Le Sommet des Nations Unies de 2015 sur le développement durable (25-27 septembre, New York) entérine le glissement du programme vers la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, tout en poursuivant les objectifs précédents : éliminer la pauvreté, favoriser la prospérité et le bien-être de tous.

Accepté par les 193 États membres de l'ONU, après le constat que le XXI^e siècle ne pouvait être la reproduction du XX^e, ce nouveau programme, intitulé « transformer notre monde », comporte 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), 169 cibles concrètes assorties de 230 indicateurs.

C'est l'Agenda 2030.

 1 ÉLIMINER L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM	 2 ASSURER L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS
 3 PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	 4 RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE
 5 AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE	 6 COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES
 7 PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT	 8 METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



1 PAS DE PAUVRETÉ

2 FAIM «ZÉRO»

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN CÔTÉ ABORDABLE

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

10 INÉGALITÉS RÉDUITES

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

14 VIE AQUATIQUE

15 VIE TERRESTRE

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le 25 septembre, les pays ont eu la possibilité d'adopter un ensemble d'objectifs de développement durable pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous dans le cadre d'un nouvel agenda de développement durable. Chaque objectif a des cibles spécifiques à atteindre dans les 15 prochaines années.

Les 17 ODD sont rentrés en vigueur le 1 janvier 2016
Ils perpétuent les OMD ou correspondent soit au regroupement, soit à la dispersion des OMD précédents

 1 ÉLIMINER L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM	 2 ASSURER L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS
 3 PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	 4 RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE
 5 AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE	 6 COMBATTRE LE VIH/SIDA LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES
 7 PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT	 8 METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Le 25 septembre, les pays ont eu la possibilité d'adopter un ensemble d'objectifs de développement durable pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous dans le cadre d'un nouvel agenda de développement durable. Chaque objectif a des cibles spécifiques à atteindre dans les 15 prochaines années.

Mais pour l'essentiel, les ODD abordent des thématiques nouvelles : l'environnement (5 nouveaux ODD), l'éthique socio-politique (2) et l'économie (4). Ils tiennent compte équitablement de la dimension économique, de la dimension sociale et culturelle, ainsi que de la dimension environnementale.

Mais l'essentiel n'est pas là !

La première nouveauté, c'est que ce programme concerne tous les pays du monde et non les seuls pays du Sud comme les OMD : c'est un projet commun à l'échelle de la planète, c'est une « utopie transformatrice » pour reprendre les mots de Patrick Caron (CIRAD, président du groupe d'experts de haut niveau (HLPE) du Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale).

Il correspond à un profond changement de valeur : adossement du développement sur le respect des droits humains, notions de biens communs, satisfaction des besoins à l'échelle des générations futures, option préférentielle pour les populations les plus vulnérables par souci d'humanité mais aussi d'intérêts communs.

Inatteignable ?

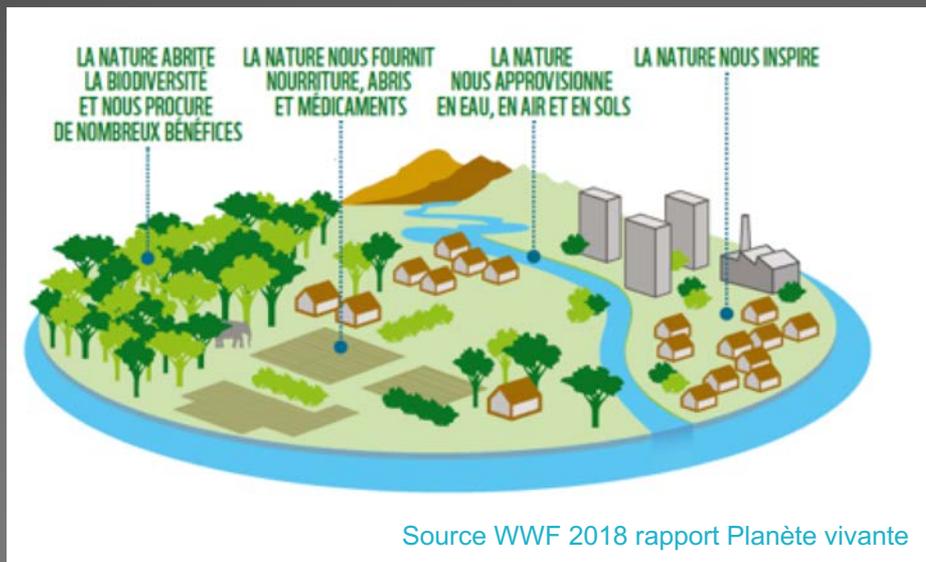
On met tout en œuvre !

On laisse passer... ?

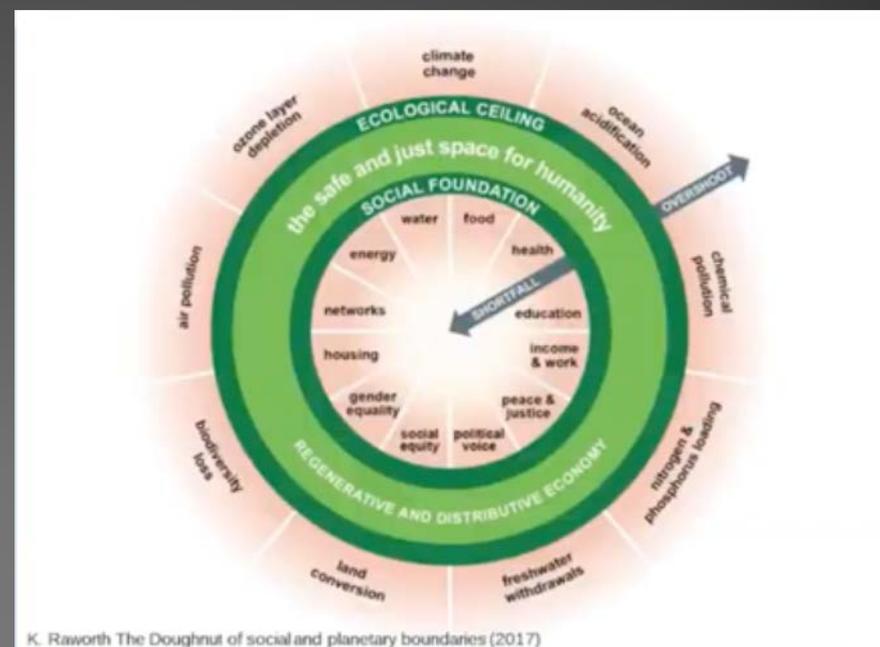


Mais l'essentiel n'est pas là !

La deuxième nouveauté, c'est que tous ces axes ne doivent pas être traités séparément mais bien ensemble : le développement durable est systémique. Ses différentes facettes sont intimement liées entre elles et forment un tout. Par exemple, les progrès en matière de santé sont voués à l'échec si, en même temps, on ne travaille pas sur la pollution urbaine, l'accès à l'eau potable, le logement... valables jusqu'en 2030, ces ODD seront révisés et complétés tous les 5 ans.



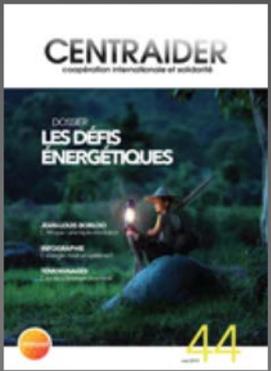
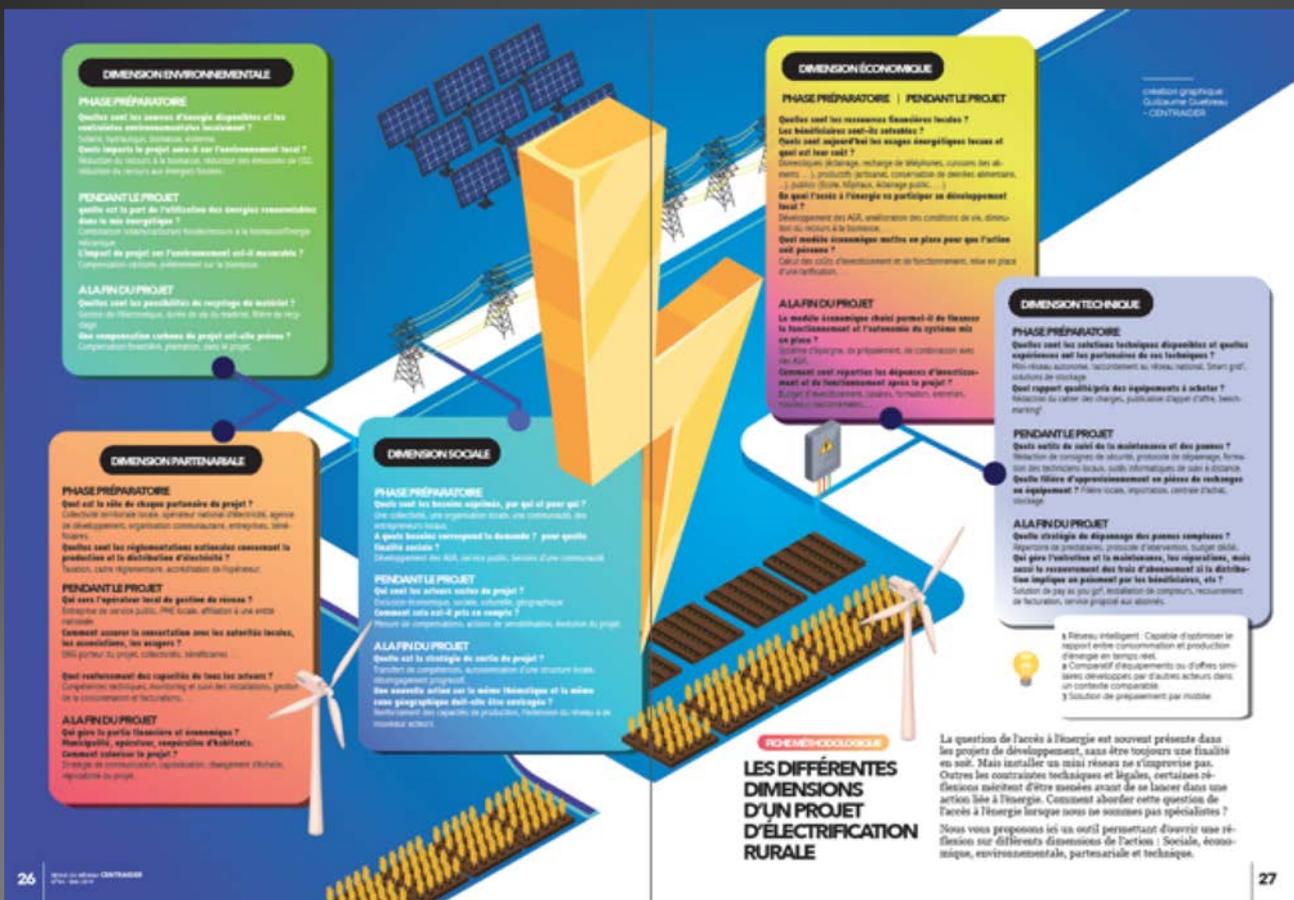
D'avantage que la somme, ce sont les liens entre ces 17 objectifs qui comptent ! Et s'il y a des synergies (entre ODD 1 et 2, entre ODD 2 et ODD 3, la malnutrition étant la première cause de déficit de santé à l'échelle mondiale), s'il y a des effets levier (transformer les systèmes alimentaires -ODD 2 -aura des impacts sur les ODD 3, 12, 13 et 15)...



K. Raworth The Doughnut of social and planetary boundaries (2017)

L'énergie présente une série de paradoxes pour le développement des Suds et de la solidarité internationale. Comment concilier en effet l'impérieux accès à l'électricité, déterminante pour la santé, l'éducation, le développement économique, la sécurité et la communication au monde, du milliard d'êtres humains qui en est dépourvu, avec la non moindre nécessité de réduire la consommation énergétique, notamment issue des énergies fossiles, afin de contenir le changement climatique ? Comment articuler ce contrôle des productions et consommations énergétiques avec la croissance démographique mondiale, et ce sans accroître les pressions anthropiques sur les milieux naturels et sans accentuer les inégalités socio-spatiales déjà alarmantes à toutes les échelles (Nord-Sud mais aussi entre les régions urbaines et les aires rurales dans les pays des Suds). Comment enfin, en terme de gouvernance politique, coordonner la maîtrise croissante par les pays du Nord (ou/et émergents) des innovations technologiques liées aux énergies durables et renouvelables avec leur libre et autonome diffusion par les autorités des régions démunies ?

ODD 7 : garantir l'accès à tous à des services énergétiques fiables, durables, modernes à un coût abordable



... Il y a aussi des contradictions au sein des cibles de chaque ODD et entre les différents ODD.



Objectif 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante

2.2 D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées

Des oublis : l'obésité

Des injonctions contradictoires :

- associer productivité, revenus et qualité de l'environnement
- Relier production agricole et sécurité alimentaire (politique de l'offre)

2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles

2.4 D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols

2.5 D'ici à 2020, préserver la diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées, y compris au moyen de banques de semences et de plantes bien gérées et diversifiées aux niveaux national, régional et international, et favoriser l'accès aux avantages que présentent l'utilisation des ressources génétiques et du savoir traditionnel associé et le partage juste et équitable de ces avantages, ainsi que cela a été décidé à l'échelle internationale

D'où la nécessité de caractériser les liens entre les différents ODD



Indivisibilité



Deux objectifs vont nécessairement de pair : la réalisation de l'un ne peut aller sans la réalisation de l'autre.

Renforcement



La réalisation d'un objectif a un impact direct l'atteinte d'un autre objectif.

Facilitation



La poursuite d'un objectif crée des conditions favorables pour la poursuite d'un autre objectif.

Neutralité



Une relation est dite neutre quand un objectif n'interagit pas de façon significative avec un autre objectif.

Limitation



La poursuite d'un objectif pose une condition ou une contrainte à la réalisation d'un autre.

Conflit



La poursuite d'un objectif contrecarre la réalisation d'un autre.

Annulation



La réalisation d'un objectif rend impossible l'atteinte d'un autre objectif.

Promouvoir l'égalité des sexes dans la participation à la vie publique va de pair avec l'éradication de toutes les discriminations envers les femmes

Le développement des énergies non carbonées réduit la pollution de l'air et contribue à la santé des populations

L'électrification des campagnes facilite la scolarisation en permettant les études du soir

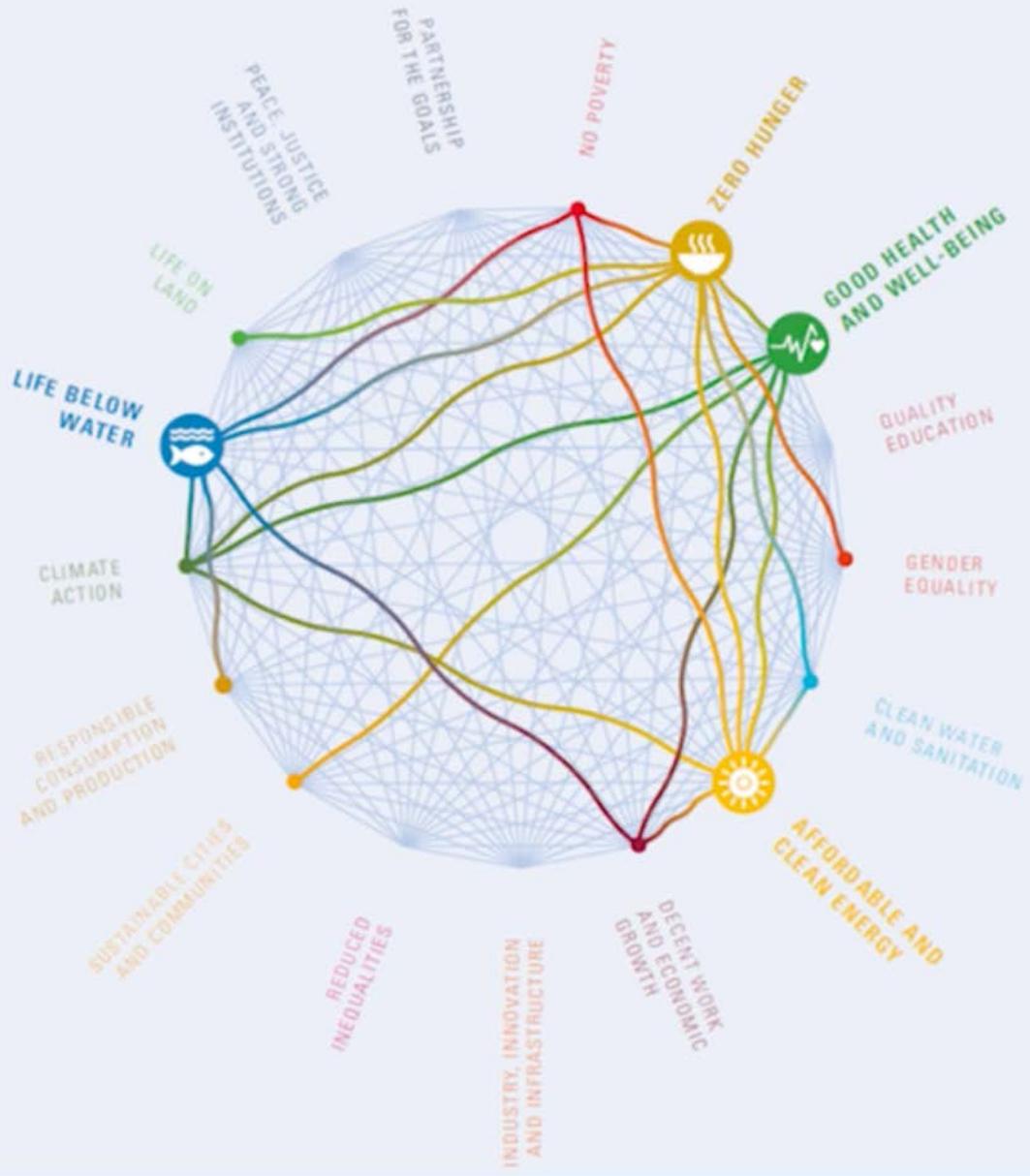
La protection de la nature pose des contraintes à l'exploitation des ressources, d'où par ex. les quotas de pêche

L'accès à une alimentation suffisante contrecarre la baisse des prélèvements en eau et le recours aux intrants chimiques

Le développement des infrastructures entraîne une baisse de la biodiversité

Adapté de Nilsson et al. 2016. Map the interactions between the SDGs. Nature

Source : International Science Council, 2018



Ces liens font ressortir des ODD qui ont plus d'importance, qui sont des points nodaux.

Ce sont, selon l'ISC :

- ODD 2 : Faim zéro
- ODD 3 : Bonne santé et bien-être
- ODD 7 : Énergie propre à un coût abordable
- ODD 14 : Vie aquatique marine

En 1985 est créé Ritimo (Réseau d'Information Tiers-Monde des centres de documentation pour le développement), pour permettre l'accès à une information plurielle et diversifiée sur les décolonisations, les relations Nord/Sud et la solidarité internationale



Dessin Claire Robert / Ritimo

Mais la hiérarchie de ces liens et l'identification des nœuds diffère selon les acteurs.

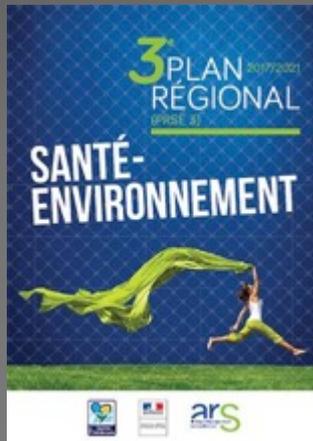
Le réseau RITIMO par exemple dénonce la conception néolibérale de l'International Science Council et met en avant l'ODD 4 sur l'éducation considérant qu'elle détermine tous les autres.

Car la nature des relations entre les ODD

- dépend aussi des contextes géographiques, socio-culturels, des moyens de production et de la gouvernance territoriale
- diffère dans le temps, certains ayant un effet immédiat, d'autres lent ou différé

De même, il y a encore des inconnus (biodiversité et cohésion sociale, impact de la transition énergétique sur l'emploi, accès à l'eau et assainissement-santé...)

Et partout un enjeu d'appropriation par tous (la santé ne relève pas que du Ministère éponyme mais aussi de celui de l'éducation...)

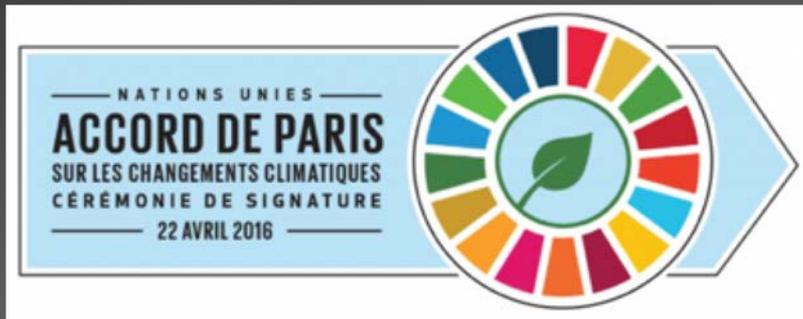


Dès lors, les ODD sont un cap, pas un chemin ; une « utopie transformatrice », pas une méthode. Et il sera difficile, risqué, coûteux et sans doute très conflictuel de les mettre en œuvre.

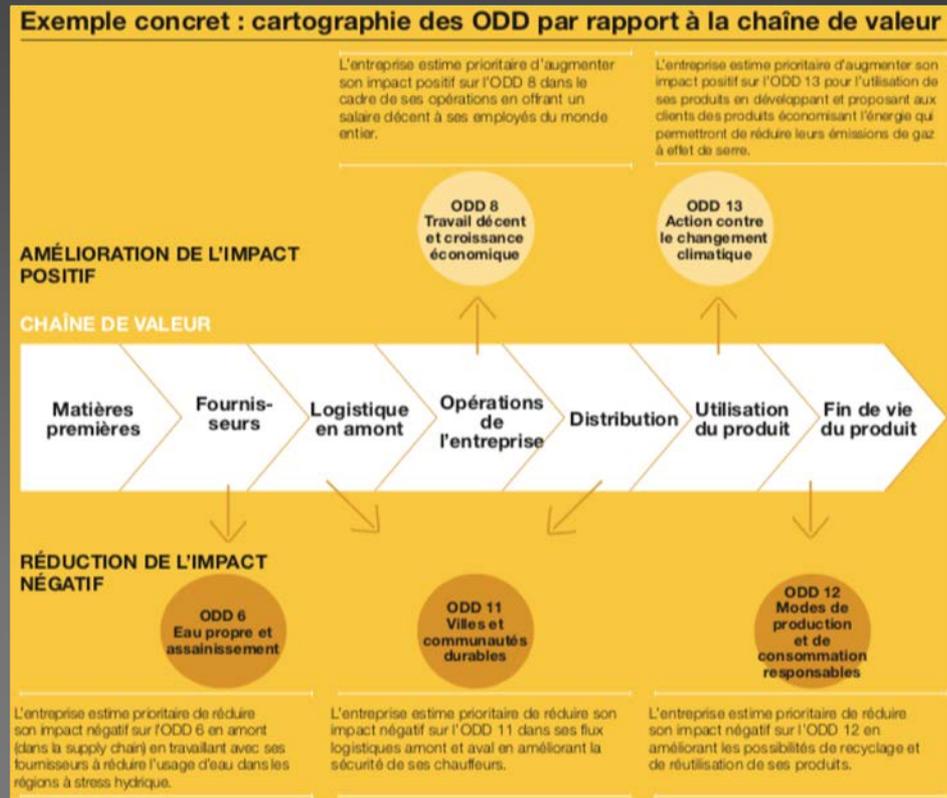
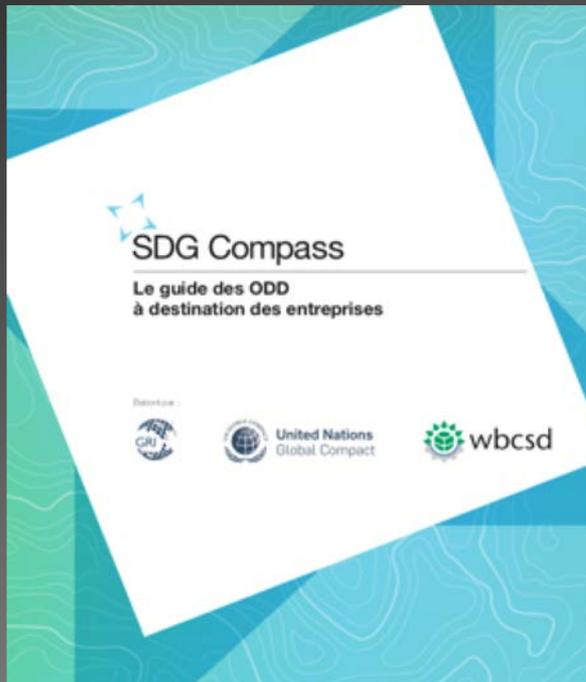
Il faudra être inventif, créatif, capable d'écoute, de conciliation, d'abnégation ; et ce à toutes les échelles du local au global afin de trouver des compromis, des arbitrages et des accords politiques.



La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21) de décembre 2015 à Paris s'inscrit en droit-fil de cette volonté conciliatrice et a débouché sur un accord signé par 175 pays le 22 avril 2016 au siège de l'ONU à New York. On sait hélas, les difficultés d'application de cet accord...



La question est aujourd'hui celle de l'appropriation des ODD par les acteurs français, que ce soit des entreprises privées,

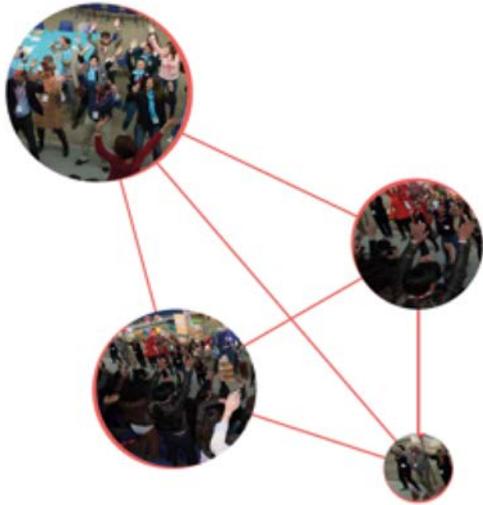


des collectivités territoriales

PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE GIRONDE M. JEAN-LUC GLEYZE



Document proposé par :
Assemblée Départementale
du 17 octobre 2016.



Rapport de redevabilité

et revue départementale des engagements
au regard du développement durable



2016



2 Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral, Agenda 21

Commissions : 3. Agenda 21 et Développement durable
4. Ports et Littoral

Priorités de mandat :

- Poursuivre le positionnement du Département comme une référence en matière de préservation, de sensibilisation et d'accès au patrimoine naturel de la Gironde
- Créer les conditions d'une dynamique visant le bien-être durable dans les territoires
- Conforter le rôle du Département dans le rôle de gestion portuaire durable

Cohésion sociale et territoriale

Ambition : Garantir les équilibres sociaux et inter-générationnels

Objectif de mandat : Favoriser l'appropriation de l'Agenda 21 par les acteurs du territoire

En 2014 : Pise en réseau et en visibilité des acteurs de l'innovation sociale-écologique lors de la première édition gironde de La Fabrique du Changement, notamment autour à découvrir de nouvelles méthodes, techniques et outils innovants pour conduire le changement. Sensibilisation des acteurs locaux aux outils facilitateurs de l'intelligence collective par le Labo P21 et ses partenaires.

Dès 2017 : Adapter les outils de Labo P21 pour chaque territoire ; déploiement des Labo P21 (déploiement expérimental pour contribuer effectivement la transformation des territoires) en lien avec les Pactes territoriaux.

Epanouissement de tous les êtres humains

Ambition : Évaluer l'impact des politiques du Département sur l'amélioration du bien-être territorial

Objectif de mandat : Travailler l'indice de bien-être gironde dans des indicateurs de bien-être territoriaux par territoire

En 2014 : Déploiement de la méthode SPIRAL ; approche territoriale ascendante et horizontale pour le bien-être de tous par la corresponsabilité. Cinq territoires gironde engagés : Lacanau, Saint-Denis-de-Pila, Cuges-Médoc, Porgnac et Andarnac ; les trois premiers bénéficiaires d'un accompagnement privilégié du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

Dès 2017 : Territorialiser l'indice de bien-être à l'échelle des Pactes territoriaux.

Lutte contre le changement climatique

Ambition : Accompagner l'adoption des territoires au changement climatique

Objectif de mandat : Diffuser la connaissance sur les impacts du changement climatique à travers les Pactes territoriaux

En 2014 : Publication d'une étude sur la vulnérabilité des territoires gironde face au changement climatique et plans d'adaptation.

Dès 2017 : Pise en œuvre de la feuille de route de la Délégation Transition et Précarité Énergétique.

Préservation de la biodiversité

Ambition : Développer les espaces naturels sensibles et leurs accès publics ; connaître, faire connaître et agir

Objectif de mandat : Développer l'accès aux publics des espaces naturels sensibles et les gestionnaires (vacances d'usage, associations...)

En 2014 : Ouverture de l'île Nouvelle au public et programme de découverte.

Dès 2017 : Ouverture des diagnostics des espaces aux acteurs potentiellement intéressés pour investir les ENG. Ouverture du nouveau Diagnostic de Carrez.

274

participants à
la Fabrique du
Changement

Responsabilité sociale du Département

partenaires de l'État

PROJET TERRITORIAL
• Poursuivre les démarches et outils de l'Agenda 21 Intégré des Agendas 21 de Gironde, le Labo P21, l'outil Développement durable de la Gironde... et de Gironde 2020 (Pactes territoriaux, Cadres locaux territoriaux...)
• Poursuivre dynamiques multi-acteurs et la démarche de corresponsabilité sociale et territoriale initiée par le Département et maintenir l'engagement. Mettre les aspects des politiques publiques départementales au cœur de l'habitus transversaux (engagement des élus).

• Poursuivre l'Acte 3 de l'Agenda 21 de la Gironde, soutenir la sensibilisation et la concertation et formaliser un système de suivi accordé.
PARTICIPATION CITOYENNE
• Soutenir l'engagement citoyen de la participation citoyenne.
SERVICES AUX POPULATIONS
• Poursuivre la mise en œuvre de guide des manifestations durables dans le cadre des manifestations financées par le Département.
TOURISME
• Mettre une initiative participative de la

politique de résilience
• Intégrer les Espaces naturels sensibles dans les stratégies de développement touristique du Département.
ÉNERGIE
• Poursuivre l'accompagnement des territoires en transition énergétique et la mobilisation énergétique.
COMMUNICATION
• Développer et promouvoir l'impact de la communication sur les changements de la culture et de la formation aux enjeux du développement durable et de la responsabilité sociale.

Production et consommation responsables

Ambition : Développer une expertise alimentaire locale et sectorielle pour tous

Objectif de mandat : Accompagner les territoires gironde dans la mise en œuvre de projets pour la capitale alimentaire de tous

En 2014 : Publication de guide « Construire un projet alimentaire territorial » en partenariat avec l'IFNE (International Urban Food Network).

Dès 2017 : Déploiement des accompagnements territoriaux et coordination des projets à l'échelle gironde (groupes de travail sur les jardins alimentaires, expérimentations, outils méthodologiques...).

Participation citoyenne

Ambition : Faire en sorte que les Gironde soient actrices des politiques départementales

Objectif de mandat : Permettre à tous les Gironde sans distinction de trouver leur place et leur pleine légitimité dans le processus de construction des décisions qui les concernent

En 2014 : Appui à la mise en place de la participation citoyenne auprès des acteurs départementaux de l'énergie ; création d'un groupe d'analyse de pratiques mutual.

Dès 2017 : Accompagnement méthodologique à la participation citoyenne dans le cadre des Pactes Territoriaux.

Gouvernance

Ambition : Mettre la concentration des projets de Déplacement avec les acteurs concernés

Objectif de mandat : Mettre au place une gouvernance ouverte pour les parts

En 2014 : Réunion des conseils porteurs.
Dès 2017 : Plus en place de l'impact des porteurs de l'Action co-construit avec les territoires.

500
personnes formées à
la méthode SPIRAL en
gironde

Contribution du Département aux Objectifs de développement durable (Organisation des Nations Unies)

GOALS



3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge



13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions



14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, lesmers et les ressources marines aux fins du développement durable

ou des acteurs non étatiques comme les ONG.

C'est une nouvelle culture commune, basée sur l'identification par les citoyens des enjeux sociétaux, de leur complexité, de leur inclusivité, de leur progressivité et de l'exigence de solidarité qui s'en dégage. En un mot, ils constituent l'expression d'une nouvelle citoyenneté écologique.

C'est le dessein d'une ouverture internationale, et européenne, renouvelée, en réaction aux tentations de la peur et du repli, porteur d'une nouvelle mondialisation vécue, non comme la malédiction du siècle, mais sa chance.

C'est l'affirmation de notre responsabilité, individuelle et collective, sociale et sociétale, inter-territoriale et inter-générationnelle, et qui s'adresse à tous les acteurs, des États aux sociétés civiles, pour donner du sens à l'action publique comme aux engagements privés.

C'est enfin une vision partagée, par le dialogue entre les parties prenantes, par la participation, par l'échange entre la science et la société.

Leur portée universelle dessine pour le 21^{ème} siècle des directions d'un monde connecté, qui tisse une trame de solidarité entre les individus et les groupes. ”

Rapport du Comité 21 | Juin 2017

Quelle appropriation des ODD par les acteurs non étatiques français ?

Comité 21

1^{er} réseau d'acteurs du développement durable

www.comite21.org

C'est donc aussi celle de leur appropriation par les acteurs de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée.



Ipsos Public Affairs



MARS 2018

Les Français, la jeunesse française et la politique d'aide au développement de la France

Préparé pour l'Agence Française de Développement

Par Amandine Lama et Federico Vacas

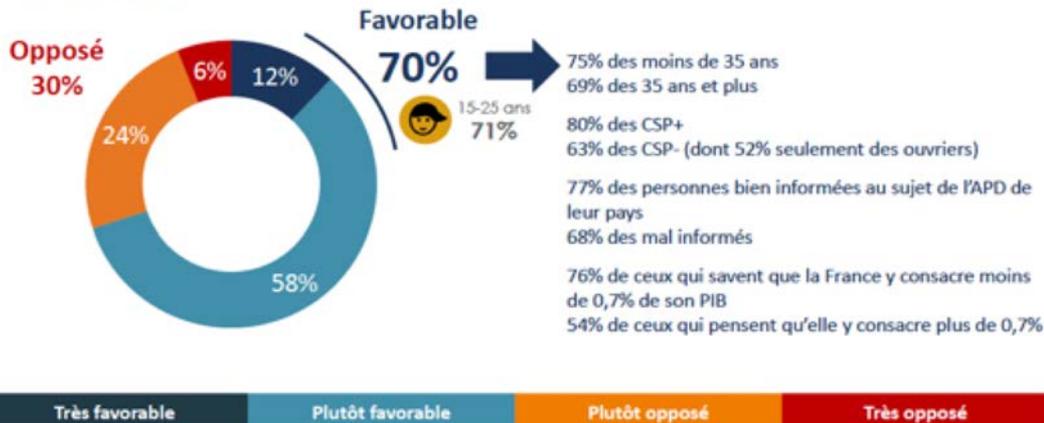
amandine.lama@ipsos.com

federico.vacas@ipsos.com

GAME CHANGERS



Les Français sont très majoritairement favorables à un soutien aux pays en développement

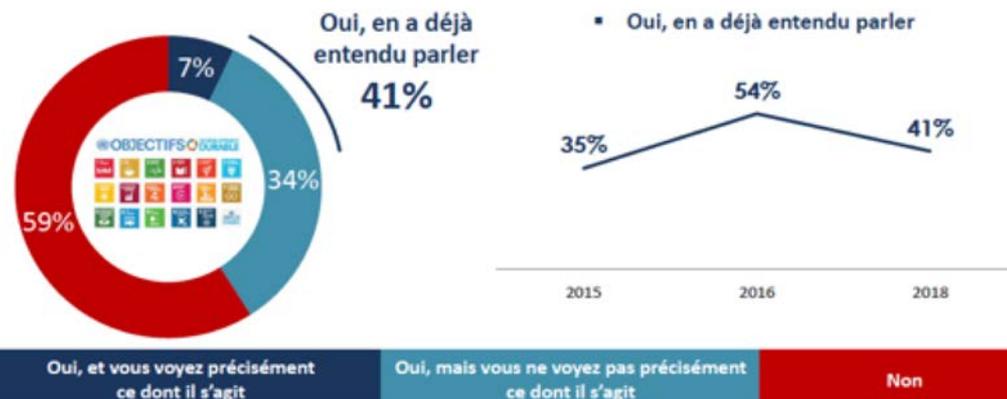


4 Certaines personnes sont favorables à ce que l'on soutienne les pays en développement et d'autres sont contre. Personnellement, y êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé ?



Si globalement, l'aide au développement est bien perçue par les Français, quatre sur dix ne connaissent pas les ODD,

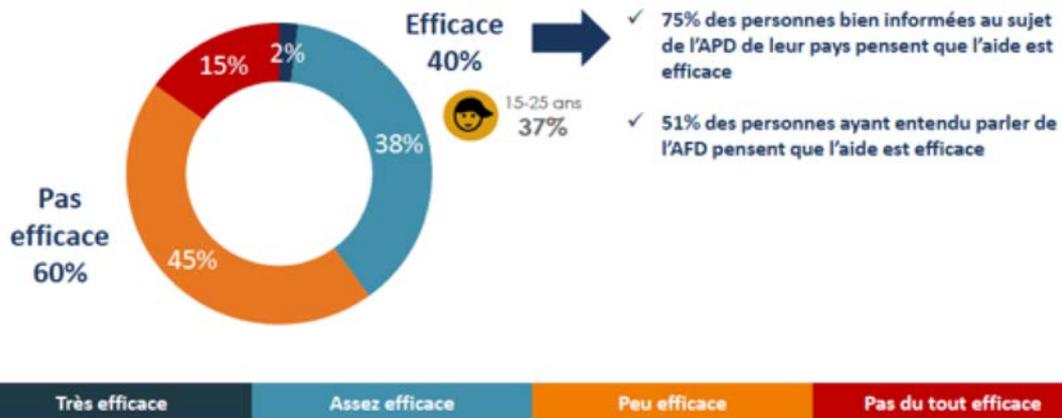
Quatre Français sur dix ont entendu parler des Objectifs pour le développement durable adoptés par les membres des Nations unies



7 En septembre 2015, les gouvernements du monde entier ont adopté des objectifs communs - appelés communément les « objectifs de développement durable » (ODD) - devant guider les efforts mondiaux de développement jusqu'en 2030. Personnellement, avez-vous entendu parler de l'adoption de ces objectifs pour le développement durable (ODD) par l'ensemble des pays membres des Nations unies ?



Les Français s'interrogent sur l'efficacité de l'aide apportée par la France.
Plus ils sont informés, plus ils la trouvent efficace.



Pensez-vous que, globalement, l'aide de la France aux pays en développement est... ?



beaucoup doutent de leur efficacité, hormis l'éducation et l'eau potable

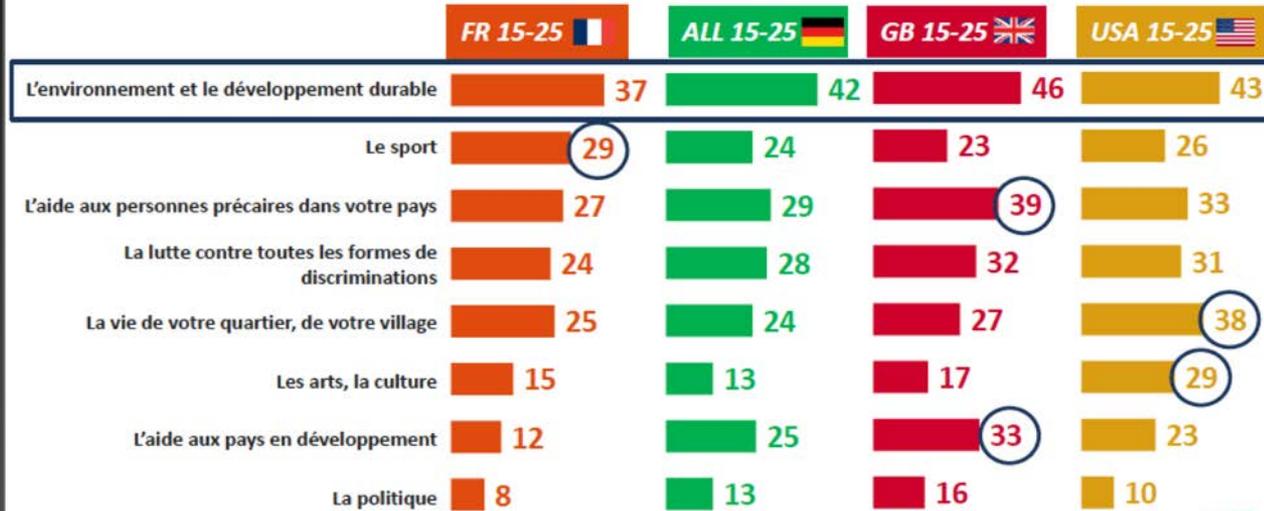
Ils considèrent l'éducation particulièrement prioritaire

	Correspond			Ne correspond pas
L'éducation est le pilier pour construire un monde meilleur	49	44	6	7
Sans accès à l'eau potable et aux toilettes, il n'y a pas de développement possible	44	48	7	8
Apporter la stabilité dans les pays en crise est une priorité pour le développement	30	59	9	11
L'égalité femmes-hommes est essentielle pour créer des sociétés plus justes	31	55	11	14
Les inégalités sont un frein au développement du monde	28	56	14	16
La culture permet de créer des emplois dans les pays du Sud	20	59	18	21
Le sport est un outil d'éducation et de solidarité utile pour le développement	15	61	19	24
Le numérique est essentiel pour le développement des pays du Sud	10	54	31	36

Tout à fait | Plutôt | Plutôt pas | Pas du tout



Comme les jeunes Allemands, Britanniques et Américains, ils ont avant tout envie de s'engager pour l'environnement et le développement durable



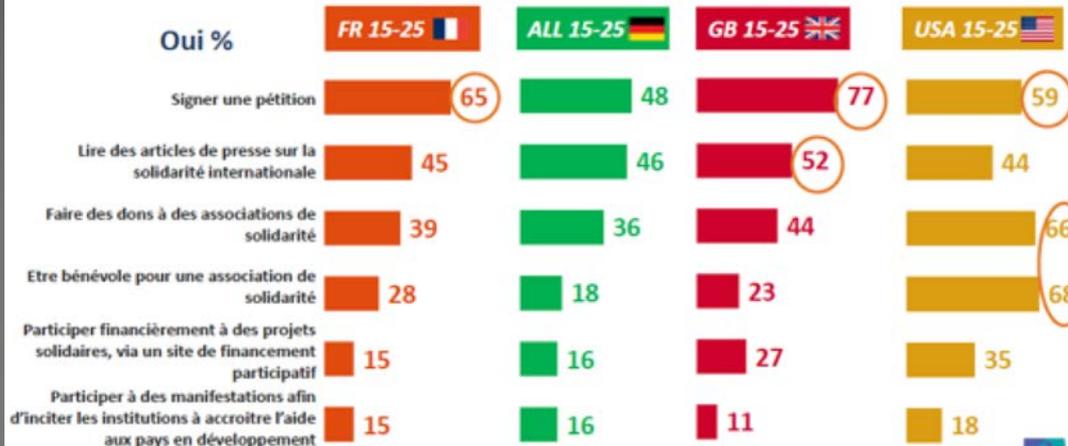
15

Dans quels domaines parmi les suivants auriez-vous le plus envie de vous engager ou êtes-vous déjà engagé ?



notamment, les jeunes davantage tournés vers l'environnement.

Les jeunes Français sont moins nombreux que les Américains à s'engager dans des associations de solidarité



16

Personnellement, avez-vous déjà fait chacune des choses suivantes ... ?



Il s'agit dès lors, par le truchement des ODD, à la fois de repenser les actions de solidarité internationale que chaque acteur élabore mais aussi de profiter des ODD pour relancer l'intérêt du public pour l'aide au développement.

Il s'agit également, au sein des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA) qui fédèrent les structures (ONG, collectivités territoriales, établissements publics, entreprises privées...) intervenant dans la solidarité, de reconfigurer leurs programmes d'actions et de formation, et de mutualiser leurs compétences et leurs informations.

C'est cette expérience qui est conduite actuellement au sein de CENTRAIDER et de 4 RRMA.

Ce chantier est maintenant collectif puisque 4 RRMA ont entrepris la même démarche selon une configuration commune.



LIANES COOPÉRATION OCCITANIE COOPÉRATION TERRITOIRES SOLIDAIRES CENTRAIDER

GRANDS DOMAINES	SECTEURS D'INTERVENTION	TYPES D'ACTION	ODD
ACTION SOCIALE DROITS HUMAINS MIGRATIONS	ACTION SOCIALE	Action sociale adultes	10
		Action sociale enfance-jeunesse	10
		Lutte contre les exclusions, les discriminations	10
		Protection sociale	10
	ÉGALITÉ H-F	Éducation des femmes et des filles	5
		Émancipation, autonomie des femmes	5
		Lutte contre la maltraitance des femmes et mariage forcé	5
	JUSTICE-PAIX	Lutte contre les discriminations femmes/filles	5
		Accès des citoyens à l'information	16
		Assistance juridique	16
		Défense des droits humains	16
	MIGRATIONS	Liberté publique, liberté d'expression	16
Lutte contre la corruption		16	
Lutte contre l'esclavage, le travail forcé, le travail des enfants		8	
Transparence des gouvernements		16	
AGRICULTURE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE	Accueil des migrants, des réfugiés	16	
	Accompagnement et/ou assistance aux migrants	16	
	Accompagnement et/ou assistance aux réfugiés	16	
	Accès aux marchés	14	
AGRICULTURE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE	Agriculture	2	
	Agro-écologie, agriculture biologique	2	
	Appui aux organisations paysannes, coopératives, petits producteurs	2	
	Élevage	2	
	Machinisme agricole	2	
	Maralchage	2	
	Souveraineté alimentaire	2	
Technique de production et de transformation	2		
CROISSANCE ÉCONOMIQUE EMPLOI TOURISME	CROISSANCE ÉCONOMIQUE EMPLOI	Activités génératrices de revenus	8
		Aide à l'emploi et à l'insertion professionnelle	10
		Appui à la création d'entreprise	8
		Appui à la production, commercialisation	8
		Appui au développement économique	8
		Artisanat	8
		Commerce équitable - écocertification	8
		Conditions de travail, droits du travail	8
Crédit, micro-crédit	10		
Développement des entreprises, de l'innovation	9		



- Événements
- Événements Adhérents
- Le Festival des Solidarités
- Le Festival de films ALIMENTERRE



Journée mondiale de l'aide humanitaire

les Volontaires de l'ONU font progresser l'action humanitaire de par le monde

Un même site a été créé par ces 4 réseaux régionaux, animé par une même structuration de la banque d'informations reliée à un Système d'Informations Géographiques. La plupart des autres RRMA, réunis dans la CIRMA, sont en train de rejoindre cette entreprise collective qui confortera chaque réseau en mutualisant les connaissances et les pratiques autour des ODD

Cette première étape pose deux types de difficultés relevant de l'adaptation des champs de la solidarité internationale aux ODD et de l'intégration des actions des membres des RRMA aux ODD



Les ODD très transversaux sont absents de la classification car peu ou prou tous les projets relèvent de la réduction de la pauvreté et aucun ne s'effectue sans partenariat



Les ODD très spécialisés, notamment en environnement, ne relèvent pas, ou peu, du champ de la solidarité internationale



Les échanges culturels, sportifs et le tourisme apparaissent singulièrement absents des ODD ce qui contraint de placer tout le domaine « Culture et tourisme » dans l'ODD 8 ce qui est peu satisfaisant.

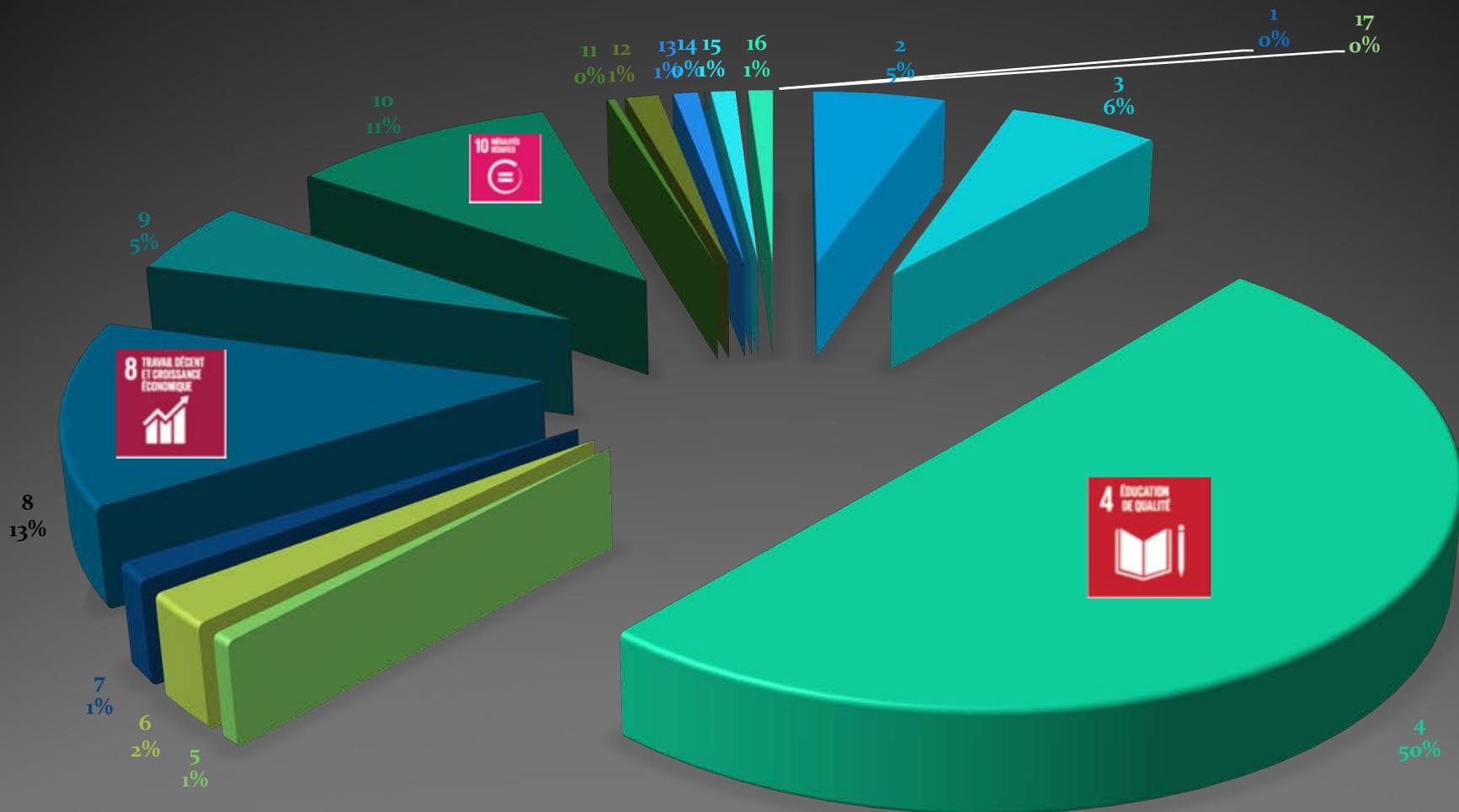


De même, les droits de l'homme et les migrations s'intègrent mal dans l'ODD 16



Le choix a été fait de séparer les infrastructures proprement dites (scolaires, sanitaires...) des domaines dans lesquels elles s'insèrent (santé, éducation...) ce qui est arbitraire.

Une première analyse montre le poids de l'ODD 4 et *a contrario* la faible représentation des ODD nodaux (2, 3, 7 et 14) selon l'ISC



RÉPARTITION DES 300 ACTEURS AYANT RÉPONDU À L'ENQUÊTE PAR ODD

La répartition des ODD par continent montre le poids de l'Afrique (plus de 50 % des projets) notamment par le biais de l'ODD 4 (éducation)

Type de structure	(Tous)																Total général
Nombre de Département	Étiquettes de colonnes																Total général
Étiquettes de lignes	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	15	16	Total général		
Afrique	13	11	74	2	5	3	6	13	19	1	3		1	3	154		
Afrique du Sud, Europe			1												1		
Afrique, Amérique Latine		1													1		
Afrique, Asie			1		1										2		
Afrique, Asie, Amérique Latine			1												1		
Afrique, Europe							1								1		
Amérique du Nord							2								2		
Amérique Latine / Caraïbes		1	12				1	1							15		
Amérique latine, Asie, Europe									1						1		
Asie		2	11	2	4		1		1						21		
Europe	1	2	37				25	2	5			3	1		76		
Europe, Afrique			1												1		
Monde	2	1	10				1		5						19		
Moyen Orient			4				1		2						7		
Total général	16	18	152	2	7	4	41	16	33	1	4	3	2	3	302		

En définitive, les ODD, malgré, ou plutôt de par, leur complexité, offrent une formidable occasion de repenser les actions de solidarité internationale et d'aide au développement, notamment en passant d'une approche sectorielle à une vision transversale des projets.

Merci de votre attention !

